

Mohamed el-Baradei

« La menace du terrorisme nucléaire s'est aggravée »

Cet avocat et ancien diplomate égyptien a rejoint, il y a un quart de siècle, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'institution onusienne, installée à Vienne (Autriche), veille à promouvoir l'usage civil de l'énergie nucléaire et à limiter ses applications militaires. Les archives vidéo d'il y a douze ans, lorsqu'il est nommé patron des lieux, révèlent un homme hésitant et peu à l'aise sous les feux de la rampe médiatique. La crise irakienne, en 2002-2003, puis le prix Nobel de la paix attribué à l'Agence et à lui-même, en 2005, ont changé tout cela. L'actuel imbroglio iranien achève sans doute de le libérer... C'est un homme apaisé, à titre personnel, mais inquiet comme citoyen du monde, qui s'apprête à céder la place, le 30 novembre, au Japonais Yukiya Amano.

Quand vous êtes devenu directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), il y a douze ans, cette institution onusienne avait une vocation technique, pour l'essentiel. Aujourd'hui, l'Agence est perçue comme un acteur politique majeur. Que s'est-il passé ?

► La guerre d'Irak nous a catapultés sous les feux des projecteurs. En 2002-2003, nous devions présenter un rapport toutes les deux semaines au Conseil de sécurité. Des centaines de journalistes couvraient chacun de mes déplacements à Bagdad, en compagnie de Hans Blix, où j'exhortais les Irakiens à coopérer. C'est à cette époque que l'opinion a compris à quel point ces questions – la lutte contre la prolifération nucléaire, l'inspection des sites, etc. – sont d'une importance cruciale. Le 11 septembre 2001, aussi, a attisé nos craintes au sujet d'un éventuel terrorisme nucléaire. Cela demeure, aujourd'hui, la menace la plus sérieuse. A présent, nous sommes au cœur de l'affaire iranienne. Dans un sens, les conséquences pour la stabilité du Moyen-Orient peuvent être encore plus importantes que lors de l'épisode irakien. L'Iran est devenu l'une des plus grandes puissances du Moyen-Orient et il entend le faire savoir. C'est la question de fond, d'ailleurs.

Qu'est-ce à dire ?

► Un combat oppose l'Iran et les Etats-Unis, ainsi que les pays occidentaux en général. Il s'agit de pétrole, mais aussi d'influence. Le Moyen-Orient sera-t-il une région proche de l'Occident ? Celui-ci bénéficiera-t-il d'un approvisionnement pétrolier garanti ? Certains régimes politiques évolueront-ils alors dans un sens plus démocratique ? En Irak, en Afghanistan, au Liban et ailleurs, qui détendra le vrai pouvoir ? Et qui sera l'homme le plus populaire ? Barack Obama ? Mahmoud Ahmadinejad ? Ou Hassan Nasrallah [NDLR : leader du Hezbollah au Liban] ?

Il y a un paradoxe au cœur de l'AIEA. Les Américains ont favorisé la naissance de l'Agence, en 1957, et ils continuent, aujourd'hui encore, à financer une part importante du budget. Et pourtant, c'est votre opposition à l'administration Bush pendant la crise irakienne qui vous a rendus, vous et l'Agence, plus forts...

► Oui, c'est vrai. Mais ce n'est pas parce qu'un pays >>>



MOHAMED EL-BARADEI,
qui s'apprête à passer
le relais de la direction
générale de l'AIEA
après douze années
de service, ne cache
pas son pessimisme.

>>> finance une institution à la hauteur de ses capacités qu'il peut pour autant prétendre la contrôler. Si l'Agence a accru sa réputation, c'est parce qu'elle a montré qu'elle était indépendante et fondait ses avis sur des faits. De fait, nous avons traversé une période tendue avec l'administration Bush. Mais j'ai parlé avec Barack Obama, son successeur, à trois reprises depuis deux semaines et nous sommes d'accord avec l'administration actuelle, à Washington, quand elle affirme que toutes nos décisions doivent être fondées sur l'équité et la justice. Nous devons être impartiaux, ce qui ne veut pas dire neutres.

A quel point l'approche néoconservatrice américaine, dans le premier mandat de George W. Bush, a-t-elle été néfaste ? En payons-nous encore le prix aujourd'hui ?

> Je le crois, oui. Prenez les grands dossiers du moment – la Corée du Nord et l'Irak. Dès 1992, l'un de nos rapports mettait en garde contre le cas nord-coréen. Un dialogue a bien été entamé sous Clinton et un calendrier a été négocié afin que Pyongyang respecte le Traité de non-prolifération nucléaire. Ces rencontres ont été interrompues sous l'administration Bush. Puis Washington a accusé Pyongyang de tricheries. Au départ, nous soupçonnions simplement la Corée du Nord de dissimuler du plutonium, dans des quantités que nous ne parvenions pas à évaluer. A l'arrivée, le monde doit faire face à ce même pays, qui possède des armes nucléaires. En Iran, j'ai présenté un tas de scénarios, depuis six ans, qui permettaient de limiter les marges de manœuvre

de Téhéran tout en créant les fondations d'un dialogue. Mais l'idéologie l'a emporté sur la réalité. Comme Willy Brandt, je considère que je suis un pragmatique idéaliste. J'aimerais que le monde soit parfait, mais je constate que ce n'est pas le cas. Alors j'accepte l'imperfection et j'opère dans ce contexte-là.

De nombreux Américains vous qualifient de naïf...

> Les Coréens, les Irakiens, les Iraniens, les Américains m'ont traité de tant de noms curieux ! Je ne crois pas être naïf. Je juge aux résultats. La lutte contre la prolifération des armes nucléaires reste imparfaite. De quelle autorité morale les pays dotés de l'arme nucléaire pourront-ils se prévaloir, dans les années à venir, pour amener d'autres pays, tentés par l'aventure, à y renoncer ? Le Brésil, l'Afrique du Sud, le monde arabe ne cachent pas leur agacement. Beaucoup de gens se

« LA POLITIQUE DES NÉOCONSERVATEURS AMÉRICAINS A DONNÉ DES AILES AUX RÉGIMES LES PLUS POPULISTES »

plaignent de l'Inde, qui a développé l'arme nucléaire. Ils oublient que l'Inde, entre 1970 et 1997, a été l'un des premiers pays à prôner le désarmement nucléaire : Rajiv Gandhi, alors Premier ministre, a même milité, en 1998 à la tribune des Nations unies, pour un monde sans armes nucléaires. Il ne s'est rien passé. Et les Indiens en ont tiré la leçon. On me traite d'idéaliste, mais où sont les victoires de ces néoconservateurs qui se prétendent si « réalistes » ? Ils ont échoué en Corée du Nord, en Irak et sur le régime de non-prolifération. Ils ont même aggravé la menace du terrorisme nucléaire car je constate que le fossé entre l'Occident et le monde musulman s'est encore creusé. Dans le monde musulman, la politique des néoconservateurs américains a donné des ailes aux régimes les plus populistes.

Que pensez-vous des déclarations de Nicolas Sarkozy, ouvertement critique vis-à-vis des leaders iraniens ?

> Le résultat n'a pas tardé. Lors des dernières négociations, en octobre, Téhéran a tenté d'écarter Paris du processus de négociation. Je crois, enfin non, je sais que les Iraniens ont agi ainsi en réaction à certaines déclarations venues de France. Dans des affaires de ce genre, toutes les parties doivent éviter les mouvements de menton et la rhétorique virile. Je l'ai dit aux Iraniens, aux Américains, aux Français. Parler d'un « Axe du mal », évoquer un grand Satan, accuser des dirigeants de mentir... Rien de tout cela ne facilite l'établissement du dialogue. Aucun dirigeant politique ouvertement critiqué à l'étranger ne peut ensuite envoyer un émissaire pour entamer des négociations dans un climat de confiance. Nicolas Sarkozy semble certain que l'Iran tente de développer une arme nucléaire. Pour ma part, je n'en suis pas du tout sûr. Et Leon Panetta, patron de la CIA, est nettement moins affirmatif que le président français.

Quelles conséquences aurait une éventuelle opération militaire israélienne contre l'Iran ?

> Ce serait un désastre total. Si Israël devait entreprendre une attaque aérienne contre l'Iran, Téhéran mettrait tous ses efforts dans le développement rapide d'armes nucléaires. A supposer que l'Iran cherche vraiment à développer une arme, je partage l'avis de Robert Gates, secrétaire américain à la Défense : une opération armée israélienne permettrait, au mieux, de retarder l'échéance. Rien de plus. Les Israéliens aiment rappeler qu'ils ont bombardé le site >>>

BIO

MOHAMED EL-BARADEI

1942 Né le 17 juin au Caire (Egypte).

1962 Diplôme de droit à l'université du Caire. Etudes de droit à Genève (Suisse) et à New York (Etats-Unis).

1984-1993 Conseiller juridique de l'AIEA.

1997 Le 1^{er} décembre, élu directeur général.

2002-2003 Crise irakienne : l'AIEA s'oppose à l'administration Bush. De fait, après l'invasion, aucune arme de destruction massive n'est trouvée sur place.

2005 L'Agence et son directeur général reçoivent le prix Nobel de la paix.

2009 Son second mandat s'achève le 30 novembre, en pleine crise iranienne.

>>> irakien d'Osirak, en 1981. Mais ils oublient de préciser que, dès l'année suivante, Saddam Hussein avait engagé un grand programme clandestin de développement de l'arme nucléaire. Quant aux sanctions, elles peuvent faire mal, mais elles ne résolvent pas le problème. A mon sens, il n'y a pas d'autre solution que le processus diplomatique. C'est la seule voie.

Le Traité de non-prolifération doit être révisé, à New York, en avril. Les événements de ces dernières années montrent sa fragilité. Comment le réformer ?

> Il y a tant de choses à faire. D'abord, les neuf pays dotés de l'arme nucléaire doivent montrer concrètement, en actes et en paroles, qu'ils entendent réduire leurs arsenaux respectifs et qu'ils aspirent à un monde débarrassé d'armes nucléaires. Le président Obama et la Russie sont engagés sur la bonne voie. Pour le reste, notre mandat doit être modifié : dans plus de 90 pays du monde, l'AIEA dispose d'une autorité limitée, voire nulle, pour mener à bien des vérifications. C'est le cas en Syrie ou en Iran. Quant au Conseil de sécurité, il ne fait pas son travail de manière systématique. Aucun vote n'est intervenu

en 1992, après notre mise en garde contre la Corée du Nord. Idem en janvier 2003, quand Pyongyang s'est retiré du TNP. En Inde, au Pakistan, mais aussi en Israël, les résolutions du Conseil de sécurité ont été ignorées.

La réforme de l'ONU est-elle indispensable ?

> Oui, mais il ne faut pas seulement modifier la composition du Conseil de sécurité, afin de le rendre plus représentatif. Nous devons aussi améliorer son fonctionnement et le rendre plus efficace, en particulier dans la prévention des conflits. Le devoir d'ingérence est un beau principe, mais quand a-t-il été mis en pratique ? Entre Nord et Sud, les relations restent très cyniques. Voyez l'Irak. Environ 1 million de civils irakiens sont morts. Les avons-nous comptés ? Connaissions-nous leur identité ? Non. Dans le monde arabe et ailleurs, il y a des kamikazes. Il y a des terroristes. C'est une vérité indéniable. Mais quelque 2 milliards d'êtres humains vivent avec 2 dollars par jour et je redoute leur ressentiment à l'égard des plus riches. Pour ma part, la Corée du Nord ou l'Iran m'inquiètent beaucoup moins que l'émergence d'un groupe



« EN IRAN, IL N'Y A PAS D'AUTRE SOLUTION QUE LE PROCESSUS DIPLOMATIQUE »

terroriste nucléaire. Henry Kissinger, George Schultz et de nombreux anciens héros de la guerre froide prêchent le désarmement. De tels personnages ne parviennent pas à cette conclusion par idéalisme. Mais par réalisme.

L'AIEA a ses critiques aussi. Ses rapports officiels semblent parfois incomplets et renvoient des faits importants dans des annexes, sans valeur légale ?

> La France, en particulier, est inquisite à ce sujet. Notre mandat consiste en principe à travailler sur la présence, ou non, de matériaux nucléaires. Depuis quelques années, nous tentons de développer une expertise légèrement différente, qui consiste à évaluer si, oui ou non, un pays cherche à développer une arme nucléaire. Mais nos moyens d'enquête sont souvent limités, en fonction des accords qui nous lient à tel ou tel pays. En Iran, les renseignements que nous avons reçus sur la militarisation viennent des pays occidentaux : France, Etats-Unis, Allemagne... Nous réunissons beaucoup d'informations, et c'est bien. Mais nous sommes aussi victimes de désinformation. Or, je dois veiller à ne pas être utilisé à des fins politiques. Nous ne retenons dans le corps des rapports

officiels que les faits qui sont clairement établis. Je ne suis pas prêt d'oublier la présentation de Colin Powell, alors secrétaire américain à la Défense, deux heures durant, devant le Conseil de sécurité. Il apparaît que tout était faux ! Le fond du problème, ce n'est pas tant l'information, mais l'authenticité de l'information. Pour ne rien arranger, les agences de renseignement occidentales ne sont pas d'accord entre elles.

Depuis votre arrivée, il y a douze ans, l'AIEA a évolué. Vous aussi, n'est-ce pas ?

> Oui, sans doute. Les mensonges qui ont précédé l'invasion de l'Irak, en 2003, m'ont rendu malade. Inutile de vous dire que cet épisode n'a rien fait pour augmenter mon degré de confiance dans la parole des gouvernements. Cette affaire m'a rendu méfiant à l'égard des médias, aussi.

Que ferez-vous, après votre départ de l'Agence ?

> J'ai acheté il y a deux ans une maison en France, dans le Gers, et je compte bien développer mes talents modestes de jardinier. ●